

Compte-Rendu du séminaire de lancement de l'AAP ECOPHYTO FRB/MAAF

Paris, le 12/03/2014

Sont présentées ici les idées principales ressortant des échanges. Sans chercher à retranscrire de façon exhaustive les discussions ayant eu lieu, ce compte-rendu se veut le plus fidèle aux interventions des différents participants.

Introduction de Christian Huyghe, directeur scientifique adjoint Agriculture - INRA

L'initiative ECOPHYTO/FRB a été lancée dans le but d'étendre les réflexions du groupe expert recherche du plan ECOPHYTO du MAAF et ainsi créer des passerelles sur d'autres thématiques et pousser pour davantage d'interdisciplinarité. Celle proposée ici est particulièrement pertinente, mettant la biodiversité en avant en tant que ressource et moteur de l'innovation dans les pratiques d'utilisation des produits phytosanitaires, et notamment dans ses facettes inter et intra-spécifiques. La réduction des produits phytosanitaires est désormais une obligation : il faut consommer moins de doses, quelque soit le mode de mesure, et ses impacts sur la santé humaine sont de toute façon inacceptables.

Mot de Pierre Grenier, chef de bureau DGER/MAAF

La mise en œuvre du plan ECOPHYTO se fait à plusieurs vitesses. A moyen terme, il y a mise en œuvre de l'action, notamment au travers du réseau DEPHY (réseau de fermes DEPHY de production de références, de démonstration et d'expérimentation). A plus long terme, la dimension recherche est développée par la DGER dont la feuille de route prévoit l'organisation d'appels à projet lorsque des manques apparaissent. Ainsi, après l'AAP ECOPHYTO/FRB, le ministère lance un prochain appel centré sur le biocontrôle.

La loi du 6 février 2014 interdit aux personnes publiques (état, collectivités, établissements publics) et aux propriétaires de domaines publics ou privés le recours aux produits phytosanitaires hors PNPP (préparations naturelles peu préoccupantes). Utiliser la biodiversité pour parvenir à ces fins apparaît donc légitime et pertinent.

Les projets présentés aujourd'hui sont importants pour l'évolution des connaissances et des savoir-faire. Le ministère apprécie notamment que les lycées agricoles soient impliqués, car c'est un des lieux privilégié de diffusion de ces savoirs, qui viendront également nourrir le réseau DEPHY.

Table ronde porteurs de projets

– Animation François Garrido (BRGM/CS de la FRB), participation des chercheurs des projets lauréats : Alain Ratnadass (Cirad – « Agrum'Aide »), Noémie Dubreuil (Areflec – « Cors'Aphy »), Jean-Michel Ricard (Ctifl – « RéPARe »), Adrien Rusch (INRA – « Solution ») et Sandrine Petit (INRA – « Sebiopag-Phyto »)

La mise en œuvre du plan ECOPHYTO se fait à plusieurs vitesses. A moyen terme, il y a mise en œuvre de l'action, notamment au travers du réseau DEPHY (réseau de fermes DEPHY de production de références, de démonstration et d'expérimentation). A plus long

terme, la dimension recherche est développée par la DGER dont la feuille de route prévoit l'organisation d'appels à projet lorsque des manques apparaissent. Ainsi, après l'AAP ECOPHYTO/FRB, le ministère lance un prochain appel centré sur le biocontrôle.

Les échanges synthétisés ci-dessous reprennent les questions de l'animateur et de la salle et les réponses des porteurs de projets.

Francis Garrido, animateur de la table ronde, rappelle que la problématique des phytosanitaires entre dans le cadre des activités du BRGM, dans son volet de surveillance environnementale.

Un constat rapide sur les projets présentés fait apparaître 2 niveaux d'approches : une approche parcelle versus paysage, et une approche lâchers d'auxiliaires versus gestion des habitats.

Lorsque la dimension supra-parcellaire est abordée, elle intègre les pratiques individuelles. Ceci pose la question de la définition de l'échelle paysagère à prendre en compte.

- L'échelle d'observation va dépendre des organismes considérés et de leur distance de dispersion. Même si l'on s'intéresse à des espèces spécialistes, des organismes très mobiles pourront être affectés à une échelle d'un kilomètre autour de la parcelle.

Des lâchers d'auxiliaires sont une méthode courante en lutte biologique, mais quel est l'enjeu du suivi de ces lâchers ?

- Jusqu'à maintenant il n'y avait pas d'informations sur ce que deviennent ces organismes lâchés dans les agroécosystèmes et de leur impact et/ou persistance dans les paysages.

Quelles sont les méthodes pour suivre ces individus ?

- Cela peut se faire par marquage de protéines que l'on retrouve sur ou dans les organismes cibles (cf Ctifl) ou d'autres techniques de biologie moléculaire.

Quels liens entre les différents traits fonctionnels à l'intérieur d'un agroécosystème ?

- Par exemple, il est possible de travailler sur des espèces de « mauvaises herbes » locales qui peuvent diminuer le risque d'invasion d'espèces exogènes ou ravageuses.

Quels liens aux professionnels ? Comment évolue le dialogue avec les acteurs ?

- Par exemple, sur les techniques de semi direct sous couverture végétale, il y a eu un changement de perspective, notamment via l'utilisation d'espèces considérées comme indésirables jusqu'à présent. L'intégration des acteurs permet également de faciliter le travail en amont (choix des parcelles, des pratiques), les agriculteurs étant souvent mis à contribution dans le cadre de ces projets. Il est également à noter que le dialogue avec les acteurs est au cœur des activités du Réseau Mixte Technologique « Agriculture et biodiversité ».

Y'a-t-il des objectifs chiffrés de réduction dans le cadre des projets de recherche présentés ?

- Les réseaux expérimentaux servent à ça. Il peut ainsi y avoir, dans ces réseaux, des objectifs de réduction de 50 à 60 % de l'utilisation de produits phytosanitaires.

Quelle valorisation de ces travaux dans le cadre d'ECOSCOPE ?

- La participation à ECOSCOPE permet de s'investir à long terme et plus fréquemment sur les sites. C'est le temps nécessaire pour voir les changements s'opérer dans les paysages. Il faut ainsi avoir une vision globale de la régulation de l'utilisation des produits phytosanitaires.

Quelles prescriptions et quels conseils pour les acteurs ?

- L'évaluation des milieux semi-naturels comme habitat hébergeant des populations d'auxiliaires de traits fonctionnels de végétaux facilement observables pour l'agriculteur.

Des questions supplémentaires portent sur le raisonnement du nombre de sites/réplifications, et sur la surveillance du rendement.

- Eléments de réponse : pour le nombre de parcelle suivi, il y a établissement d'un juste milieu entre ce qui est statistiquement satisfaisant et ce qui est possible sur le terrain, ceci aboutissant fréquemment à un suivi de 10 parcelles par modalité expérimentale

Table ronde porteurs d'enjeux

- Animation François Letourneux (UICN/COS de la FRB), avec la participation de Didier Marteau (APCA), Anne-Sophie Carpentier (MEDDE), Jean-François Silvain (IRD/FRB – comité d'évaluation), Jean-Claude Béviljar (FNE), Xavier Thirouin (Coop de France) et Pierre Grenier (MAAF)

Le texte ci-dessous synthétise les échanges entre l'animateur, les participants et les personnes présentes dans le public.

L'entrée biodiversité est très importante dans ses visions utilitaristes et patrimoniales. Il y a également plusieurs raisons pour la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires : elles sont écologiques et économiques. La biodiversité couvre un ensemble de choses (les régions, les marchés, etc.) dont la biodiversité des cultures (inter et intraspécifique), l'alternance des cultures de printemps et d'hiver, les labours, etc. Sur l'exploitation, des solutions sont testées (semis sous couvert de plantes nématicides, CIPAN, etc.) mais ces itinéraires techniques innovants sont émergents et il faut encore du temps pour qu'ils soient complètement adoptés par les agriculteurs. Peu de solutions réellement opérationnelles sont déjà mises en place, exception faite par exemple de l'utilisation des trichogrammes en lutte biologique (hyménoptères parasitoïdes s'attaquant à des lépidoptères ravageurs).

Il doit y avoir un cheminement commun entre les chercheurs, les associations et les agriculteurs qui doivent donner leur point de vue à chaque étape des projets. Il faut être vigilant quant aux solutions proposées, à leur acceptation par les acteurs et à leurs effets possibles (3 exemples : la variété de blé Pernel, très prometteuse, qui a connu de gros problèmes de pertes de rendement ; le problème du loup dans les zones d'élevage ; le cas de la coccinelle asiatique introduite comme agent de lutte biologique et qui menace les coccinelles

locales). Il y a une méconnaissance de l'impact de ces pratiques sur l'équilibre de la biodiversité et les outils d'évaluation manquent, surtout en grandes parcelles. Les associations sont également intéressées par les effets des solutions proposées sur le reste de la biodiversité.

Cependant des inquiétudes subsistent sur la façon de faire évoluer la situation, et sur le risque que ces pistes de solutions ne restent cantonnées dans la sphère recherche. Il faut veiller à inclure des sociologues dans ces projets afin de voir et étendre les innovations à d'autres profils d'agriculteurs. Ceci sera abordé lors du [colloque de novembre du MEDDE](#) , et est intégré par le MAAF dans ses propres appels.

Se pose également le problème de la mise en cohérence de toutes ces démarches, de ces différentes approches, qui doit être assurée par l'Etat. Le MAAF coordonne cette mise en cohérence dans le cadre du projet Agroécologique pour la France. Il y a ainsi une tendance forte dans les institutions et sur le terrain, et notamment au travers du GIS « Relance économique » qui fédère l'ensemble des GIS. Les prochains chantiers de mise en cohérence porteront sur la capitalisation et la valorisation des données sur ces questions. Ces projets sont centrés autour de la biodiversité comme un atout, comme le moyen par lequel les pratiques évoluent, ce qui est très positif. Le MAAF souligne la particularité du thème de l'appel, qui en fait un AAP à part et non redondant avec les autres initiatives ECOPHYTO. Le MEDDE rappelle que d'autres aspects sont abordés dans d'autres AAP plus larges (AAP « Biocontrôle » et AAP « Résistances » lancés en 2014). Le thème de l'AAP ECOPHYTO/FRB a montré la mobilisation de la communauté recherche sur cette approche, et souligne l'importance de la pérennisation de la démarche afin de profiter de cette dynamique. La ponctualité de cet appel et la non inclusion de la biodiversité dans l'AAP « Biocontrôle » menacent de freiner l'élan induit par le présent appel.

Conclusion de Michèle Tixier-Boichard INRA

Ce séminaire a été l'occasion d'aborder de nouvelles questions et un contexte plus large auprès des porteurs de projets.

Le soutien financier est satisfaisant par projet mais le faible nombre de projets soutenus est frustrant vis-à-vis de l'ambition et du potentiel de la thématique.

Les approches en lutte biologique et les approches paysagères montent en puissance dans la communauté. Cependant la question de la diversité génétique manque ici, or des marges de progrès restent à accomplir sur le lien entre la diversité infraspécifique et les dynamiques de régulation.

L'interdisciplinarité des projets proposés est réelle avec, point encourageant, encore de l'expertise entomologique dans la communauté. On note également un essor de la génomique environnementale, avec des diagnostics moléculaires fréquemment proposés dans ces projets. Concernant l'intégration des savoirs, l'INRA met en place des métaprogrammes, notamment sur les services. Malheureusement, les financements correspondants ne sont disponibles que pour les équipes INRA. Ceci conforte l'intérêt d'initiatives telles qu'ECOSCOPE afin de soutenir et pérenniser les dispositifs de recherche.